



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements, et
de la Transition Écologique

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Marché de fournitures courantes et de services

Procédure N°2025-CHICACR-148

Acquisition d'un camion avec hayon pour le magasin du CHIC AMBOISE CHATEAU-RENAULT

CCAP	Procédure n°2025-CHICACR-148	Page 1/17
------	------------------------------	-----------

I. TABLE DES MATIERES

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	4
II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	5
Article 1. représentant du pouvoir adjudicateur	5
III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE	6
Article 2. Objet du marché	6
Article 3. Description du marché	6
3.1. Type de marché	6
3.2 Procédure de passation	6
3.3 Forme du marché	6
3.4. Montant maximum du marché	6
3.5 Classification CPV	6
3.6. Décomposition en lots	6
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE	6
4.1. Période initiale et reconduction	6
4.2. Délai d'exécution des prestations	7
Article 5. Pièces contractuelles	7
IV. PRIX ET REGLEMENTS	7
Article 6. Forme des prix	7
Article 7. Contenu des prix	7
Article 8. Modalités de révision des prix	7
Article 9. Retenue de garantie	8
Article 10. Acompte, règlement définitif et solde	8
Article 11. Présentation des demandes de paiement	8
Article 12. Délai de paiement	9
Article 13. Titulaire étranger	9
Article 14. Nantissement et cession de créance	10
V. EXECUTION	10
Article 15. Évolution technique, technologique ou réglementaire	10
Article 16. Modalités d'émission des bons de commandes	10
Article 17. Exécutions des prestations et caractéristiques techniques	11
17.1 Modalité de l'achat du véhicule	11

17.2 Caractéristiques techniques des véhicules souhaités	11
17.3 Prestations et pièces prises en charges pendant la durée de garantie	12
Article 18. Vérifications quantitatives et qualitatives	12
Article 19. Propriété intellectuelle	13
Article 20. Garantie	13
Article 21. Exécution complémentaire	13
Article 22. Sous-traitance	13
Article 23. Changements affectant le titulaire	14
Article 24. Assurance	14
Article 25. Discretion et confidentialité	14
VI. DIFFERENDS ET LITIGES	15
Article 26. Pénalités	15
Article 27. Résiliation du marché	16
27.1 Motifs de résiliation	16
27.2 Indemnité de résiliation	16
Article 28. Exécution aux frais et risques du titulaire	16
28.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché	16
28.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	16
Article 29. Droit applicable et tribunal compétent	17
VII. DEROGATIONS AU CCAG	17

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1er janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours,
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choisisse.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement).

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Madame la Directrice Générale du CHRU de Tours**
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier

Référent administratif du dossier : **Mme DE ALBUQUERQUE FANNY**
Adresse : **Centre hospitalier Intercommunal**
Adjoint des cadres service logistique et des travaux
BP 329
37 400 AMBOISE
02 47 23 33 18
02 47 13 33 71
f.dealbuquerque@chicacr.fr

Téléphone :
Télécopieur :
Courrier électronique :

Référent technique du dossier : **M. PIQUET**
Téléphone : **02 47 23 33 98**
Courrier électronique : **j.piquet@chicacr.fr**

III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'un camion avec hayon pour le magasin du CHIC AMBOISE Château-Renault

ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHÉ

3.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> X Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service :	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique.

3.3 Forme du marché

Le présent marché est un marché unique.

3.4. Montant maximum du marché

Le montant estimatif du marché est de 60 000€.

3.5 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est le code 34130000-7.

3.6. Décomposition en lots

La présente consultation n'est pas allotie.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHÉ

4.1. Période initiale et reconduction

Le marché débute à compter de la date de notification.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHICACR-148	Page 6/17
---------------	-------------------------	-----------

4.2. Délai d'exécution des prestations

Les délais de livraison sont fixés dans l'offre du titulaire et débutent à compter de la notification du bon de commande.

A titre indicatif la date attendue pour la livraison du véhicule est janvier 2026.

Le délai d'exécution du bon de commande peut se prolonger au-delà du terme du marché sous réserve que le bon de commande ait été émis pendant la durée de validité du marché.

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- L'acte d'engagement
- 2- Le présent Cahier des Clauses particulières et le cadre de mémoire technique et financier en annexe
- 3- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- 4- L'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

IV. PRIX ET REGLEMENTS

ARTICLE 6. FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix forfaitaire.

ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et à l'hébergement sur le site du CHIC D'AMBOISE CHATEAU RENAULT.

ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les prix sont fermes.

Avances

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHICACR-148	Page 7/17
---------------	-------------------------	-----------

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement son souhait de bénéficier de l'avance prévue aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au titulaire du marché.

ARTICLE 10. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif.

ARTICLE 11. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

La périodicité de la facturation sera déterminée par mise au point avec le titulaire au moment de l'attribution du marché.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- Date de la facture ;
- Désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Numéro du bon de commande ;
- Code d'identification du service en charge du paiement ;
- Date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- Désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- Lieu de livraison ;
- Montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée ;

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHICACR-148	Page 8/17
---------------	-------------------------	-----------

- Montants nets totaux HT et TTC de la facture.

Lors du dépôt de la facture destinée au CHIC D'AMBOISE CHATEAU RENAULT sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : 263 707 077 00016
- CODE SERVICE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS (exemple : PREST)
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS, au format indiqué (année/code service/numéro de commande)

ARTICLE 12. DELAI DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à réception de facture.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date de réception de réalisation des prestations.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

ARTICLE 13. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHICACR-148	Page 9/17
---------------	-------------------------	-----------

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 14. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

V. EXECUTION

ARTICLE 15. ÉVOLUTION TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

En cas d'évolution réglementaire concernant les véhicules eux-mêmes ou les dispositions environnementales en vigueur, le titulaire devra proposer une solution pour mettre en conformité les véhicules avec la législation, ou proposer une alternative permettant le respect des dispositions en vigueur.

Le CHRU de Tours reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un avenant sera conclu entre les deux parties. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 16. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES

Les bons de commande seront signés par un représentant du CHRU de Tours ayant reçu délégation de la Directrice Générale du CHRU de Tours. Ils émanent de la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la Transition Écologique.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHICACR-148	Page 10/17
---------------	-------------------------	------------

- ✓ La quantité à livrer
- ✓ Le délai d'exécution du bon de commande
- ✓ Les lieux de livraison
- ✓ Le montant du bon de commande
- ✓ La référence du marché
- ✓ Le numéro de la commande
- ✓ La désignation de la prestation
- ✓ Le prix net unitaire HT
- ✓ Les informations concernant la facturation (dépôt CHORUS PRO)

ARTICLE 17. EXECUTIONS DES PRESTATIONS ET CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

17.1 Modalité de l'achat du véhicule

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'un camion de 3,5 tonnes avec hayon.

Le titulaire, détaille au sein de l'annexe financière (annexe 1 du CCP) le prix pour le véhicule concernant l'acquisition.

Les caractéristiques techniques et modèles souhaitées des différents véhicules sont détaillés dans l'article 17.2 du présent CCP.

17.2 Caractéristiques techniques des véhicules souhaités

Les caractéristiques techniques du véhicule sont les suivantes :

- 1 camion avec hayon de 3 tonnes 5

Le véhicule acquis est un véhicule neuf.

La couleur et la finition du véhicule seront précisées par l'établissement avant l'émission du bon de commande.

17.2.1 Caractéristiques techniques des véhicules de longueur utile 4200 mm

Les caractéristiques techniques souhaitées concernant ce véhicule sont les suivantes :

Dimensions utiles :

- Longueur utile : 4 200 mm
- Largeur utile : 2 160 mm
- Hauteur utile : 1 950 mm
- Passage utile : 1 800 mm
- Hauteur hors tout (obligation à ne pas dépasser) : 2 940 mm

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHICACR-148	Page 11/17
---------------	-------------------------	------------

- Empattement : 4 215 mm
- Charge utile mini : 800kg

Détail carrosserie :

- Panneau thermoplastique alvéolaire blanc épaisseur 20 mm
- Protection sur face AV
- Plafonniers automatiques par détection de présence
- 2 niveaux de rails sur 2 faces latérales intérieurs avec sangles d'arrimage
- Caméra de recul
- 2 niveaux de lisse de protection en alu riveté et collé sous rails sur 2 faces
- Contre-plaqué antidérapant
- Plinthe de protection alu bas de la caisse
- Plancher autoportant thermoplastique alvéolaire anti dérapant épaisseur 75 mm
- Déфлекteur de pavillon (si nécessaire)
- Fermeture par la plateforme du hayon avec auvent relevable.

Hayon :

- Charge admissible : 750 kg
- Type : fermeture intégrale avec hayon et auvent rabattable
- Boîtier de commande extérieur à droit du hayon
- Télécommande intérieure 2 boutons (câble spiralé)
- Arrêts de roll standard (2 positions)

Options souhaitées :

- Bruiteur de marche arrière
- Porte roue de secours
- Boîte de vitesse automatique

17.3 Prestations et pièces prises en charges pendant la durée de garantie

Le mémoire technique du titulaire précise les pièces prises en charge par la garantie ainsi que leur durée de garantie.

ARTICLE 18. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

Vérifications qualitatives

Le CHIC D'AMBOISE CHATEAU RENAULT dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de livraison pour procéder à la vérification qualitative. Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part du CHIC D'AMBOISE CHATEAU RENAULT dans le délai de 15 jours, les articles sont considérés comme admis.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHICACR-148	Page 12/17
---------------	-------------------------	------------

Cependant, les articles se révélant défectueux à la mise en service ou en cours d'utilisation feront l'objet d'une demande d'échange.

Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

ARTICLE 19. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 20. GARANTIE

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 33 du CCAG-FCS. Elle est précisée dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 21. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément à l'article R2122-4 du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

ARTICLE 22. SOUS-TRAITANCE

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au CHRU de Tours une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHICACR-148	Page 13/17
---------------	-------------------------	------------

ARTICLE 23. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un avenant.

ARTICLE 24. ASSURANCE

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHIC D'AMBOISE CHATEAU RENAULT en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 25. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHICACR-148	Page 14/17
---------------	-------------------------	------------

VI. DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 26. PENALITES

Les pénalités dues par le titulaire sont exigibles si, à l'expiration des délais contractuels, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le CHIC D'AMBOISE CHATEAU RENAULT ou en cas de manquement du CHIC D'AMBOISE CHATEAU RENAULT à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

En cas de non livraison dans le délai contractuel à compter de la date d'envoi du bon de commande ou à celle reconduite avec l'accord du CHIC D'AMBOISE CHATEAU RENAULT, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 500 euros par jour de retard.

La date de référence sera la date de livraison initialement prévue ou celle reconduite.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Dans le cas d'une indisponibilité injustifiée du véhicule, prolongée au-delà d'un délai de 15 jours, une pénalité forfaitaire de 100€ sera appliquée par jour d'indisponibilité et par véhicule. Si le titulaire propose un véhicule de prêt pendant la durée d'indisponibilité permettant au CHRU de maintenir son activité sans être lésé, les pénalités d'indisponibilité ne seront pas appliquées.

Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché (non-conformité des factures ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHICACR-148	Page 15/17
---------------	-------------------------	------------

ARTICLE 27. RESILIATION DU MARCHE

27.1 Motifs de résiliation

Le CHIC D'AMBOISE CHATEAU RENAULT peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

27.2 Indemnité de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 28. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

28.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

28.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

CHRU de Tours	CCAP n°2025-CHICACR-148	Page 16/17
---------------	-------------------------	------------

ARTICLE 29. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

VII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 20	Article 33	Durée de garantie
Article 26	Article 14	Pénalités
Article 27	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article 27.2	Article 42	Indemnité de résiliation
Article 28	Article 45	Exécution aux frais et risques